

(suite de la page 1)

pas avant tout l'élection présidentielle de 76 pour laquelle, par la nature même de la consultation, il lui sera plus aisé de conserver une liberté de manœuvre entre le P.C.F. et les centristes ?

L'alliance P.C.-P.S. est loin d'entraîner un mouvement comparable à celui qu'avait déclenché la réalisation du Front Populaire. Beaucoup en ont été surpris ; il n'y a pourtant là aucun mystère. L'incertitude quant à la solidité future de l'accord, l'absence de toute campagne commune, le refus des deux partenaires (P.S., mais aussi P.C. !) de constituer, à la base, des comités unitaires de masse, laissent les travailleurs partiellement en marge d'une opération d'états-majors qui finalement apparaît pour ce qu'elle est ; c'est-à-dire fondamentalement électoraliste. A cela s'ajoute un manque de « crédibilité » quant au contenu : contradiction évidente entre la longue liste des promesses de caractère électoral et l'assurance de ne pas toucher aux mécanismes essentiels du système (marché commun par exemple). Enfin, et la C.F.D.T. a eu raison de le relever, l'axe même du programme suppose, quant au fond, une orientation vers un Capitalisme d'Etat grosse des pires dégénérescences bureaucratiques. Il ne suffit pas de remplacer les capitalistes de quelques grandes usines par des directeurs nommés par l'Etat. Une autre perspective doit être ouverte !

C'est en ce sens, et afin d'y contribuer, que ce numéro d'Action est consacré au thème de l'Autogestion et des Conseils Ouvriers. C'est un premier effort, non achevé, pour préciser nos positions et ouvrir le débat en lui donnant un contenu communiste.

Ce faisant nous devons également déterminer une stratégie, c'est-à-dire des objectifs intermédiaires, en les basant sur une ligne de contrôle populaire comme transition vers l'autogestion socialiste : contrôle des travailleurs à l'entreprise, contrôle des consommateurs sur les produits et les prix, contrôle de la communauté sociale sur l'école, sur l'habitat, sur la ville, etc., en nous efforçant de faire pénétrer ces objectifs à partir de revendications et de luttes concrètes.

Dans l'immédiat l'instrument politique pour organiser les débats et l'action sur de tels objectifs pourrait être un réseau de comités unitaires de lutte pour le socialisme dépassant le simple comité circonstanciel créé pour telle ou telle action ponctuelle.

Action voudrait être l'un des supports d'une telle réflexion. Action.

## LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ET LE CONTROLE OUVRIER

Révolution bourgeoise démocratique ou révolution prolétarienne, cette question se trouvera posée au lendemain de la prise du pouvoir par les Bolchevicks en 1917.

Le Proletariat au pouvoir devait-il s'en tenir à contrôler l'Etat ou bien aller plus loin, dans la transformation de l'économie et des structures sociales après la destruction de l'Etat tsariste.

Le Parti Communiste, les syndicats, le gouvernement soviétique se trouvèrent devant la situation suivante : la classe ouvrière avait, par la conquête du pouvoir, la possibilité de transformer radicalement l'économie, mais le pays était désorganisé, les usines vides, les cadres et les techniciens avaient disparu.

Combattre le sabotage, réorganiser la production devenait la traduction pratique, concrète du mot d'ordre de contrôle ouvrier de la production et de la répartition. Ceci lié à un projet de régulation de l'économie par les nationalisations.

Mais ni le contrôle de l'Etat, ni les nationalisations ne modifiaient en quoi que ce soit les rapports de propriété. Il fallait transformer le mode de production, le socialiser. Le contrôle ouvrier à ce moment devait permettre ce changement qualitatif.

Lénine et les bolchevicks firent alors appel très largement aux initiatives des masses :

**Camarades, travailleurs ! rappelez-vous que vous administrez maintenant vous-mêmes l'Etat. Personne ne vous aidera si vous ne vous unissez pas et ne prenez pas vous-mêmes en main toutes les affaires de l'Etat.**

Et de définir les formes que devraient prendre le contrôle ouvrier :

**Instituez le contrôle le plus rigoureux de la production et le recensement des produits. Arrêtez et livrez au tribunal du peuple révolutionnaire quiconque osera nuire à la cause du peuple sous quelque forme que ce soit, qu'il s'agisse du sabotage de la production, de la dissimulation de stocks de blé ou de vivres, de la non-fourniture de céréales, de la désorganisation des chemins de fer, des P.T.T. ou d'une manière générale de toute résistance dirigée contre la cause de la paix, la transmission de la terre aux Paysans ou l'exercice du contrôle ouvrier sur la production et la répartition des produits...**

**L'activité vivante, créatrice des masses, est le principal facteur de la nouvelle vie publique. Le socialisme ne se crée pas par des ordres venus du haut. Il est étranger à l'automatisme officiel et bureaucratique. Le socialisme vivant, créateur, est l'œuvre des masses populaires elles-mêmes.** (Lénine - Œuvres complètes, t. XXII).

C'est dans cet esprit que Lénine rédigea son décret sur le contrôle ouvrier et qu'il le soumit à la commission du Commissariat au Travail. Ce décret définissait comme suit :

a) L'organisme de contrôle :

**Le contrôle ouvrier est exercé par tous les ouvriers et employés de l'entreprise soit directement lorsque les dimensions de l'entreprise le permettent, soit par leurs représentants qui doivent être aussitôt élus en ASSEMBLEE GENERALE.**

b) Le contrôle sur la production :

**Il est formellement interdit à moins d'une autorisation des représentants élus des ouvriers et des employés d'arrêter ou d'apporter une quelconque modification à l'activité de toute entreprise...**

c) Le contrôle sur les livres de compte et les stocks :

**Tous les livres et documents sans exception, toutes les réserves et dépôts de matériel, d'outillage et de produits sans exception aucune doivent être accessibles aux représentants élus.**

Le décret officiel finalement adopté précisait même que « le secret commercial est aboli ».

Pourquoi, alors que les masses ouvrières sont victo-

rieuses, alors que la bourgeoisie elle-même abandonne ses usines, Lénine introduit-il ce mot d'ordre de contrôle ouvrier, au lieu de celui d'expropriation et de socialisation de la production ? En effet, le contrôle ouvrier, s'il porte une atteinte fondamentale au droit d'abus — droit de disposer en maître de sa propriété, en la vendant ou la transformant —, ne fait que « contrôler » les droits d'abus et de fructus : contrôle de l'abus par le recensement, de fructus par la répartition des bénéfices. La fonction sociale du propriétaire est conservée. Lénine considère en effet que, pendant un certain temps du moins, l'exercice de la gestion formelle doit être laissé aux entrepreneurs capitalistes et à leurs techniciens, les ouvriers étant conviés à n'insister qu'un contrôle, le plus strict : rien de plus, rien de moins. Est-ce pour des raisons tactiques, pour ne pas « effrayer le bourgeois » que Lénine refusa la socialisation de la production ?

Pour Lénine, la lutte des classes est essentiellement un combat mené par les masses et non une bataille où certains détenteurs de la vérité mènent les masses. Le mot d'ordre de contrôle ouvrier s'adresse aux travailleurs pour qu'ils comprennent que, malgré leur haine justifiée à l'égard de l'exploiteur et de ses agents, il n'est pas encore possible de se passer des compétences techniques de la bourgeoisie. C'est une sorte d'apprentissage pour le prolétariat, car l'essentiel pour les opprimés et les travailleurs, c'est d'accéder à la confiance en leurs propres forces, le mot d'ordre de contrôle ouvrier portant en lui-mêmes les germes de sa disparition.

D'ailleurs, outre ce qui concerne la composition et les tâches de la commission de contrôle dans l'entreprise, les « Instructions générales sur le contrôle ouvrier » que publie « Les Izvestia » précisent les aspects essentiels de la conception de Lénine sur l'organisation économique au premier stade de la phase transitoire de l'économie capitaliste à l'économie socialiste.

La commission est composée de membres élus des travailleurs, employés et techniciens. Elle est responsable devant l'assemblée générale et devant l'organisme supérieur de contrôle ouvrier. Elle n'est en aucune manière chargée de la gestion formelle de l'entreprise, le propriétaire en est seul responsable.

Le mot d'ordre léniniste de contrôle ouvrier doit donc être compris de cette façon. Il montre la faiblesse non encore surmontée, — non sur le plan politique, mais sur le plan économique —, de la classe ouvrière russe. En ce qui concerne le producteur, sa domination politique, qui a brisé l'appareil oppresseur de l'Etat capitaliste, ne peut co-exister avec la prolongation de son esclavage social. Cependant la maîtrise de l'économie demande un apprentissage et il faut dégager les éléments de la nouvelle société que la veille société bourgeoise porte en ses flancs.

Il ne s'agit pas d'abolir d'un trait de plume la propriété privée des moyens de production, mais de limiter sensiblement les droits de la propriété privée sur les moyens de production et d'échange. Le contrôle ouvrier représente l'indispensable stade transitoire sur la voie de la socialisation de la production.

Concevant la révolution comme un processus (en ce sens, assez proche de l'idée de révolution permanente, Lénine s'est efforcé de montrer que la marche progressive au socialisme c'est-à-dire l'accomplissement de la première phase inférieure de la société communiste, ne pouvait se faire qu'en passant par une série de stades transitoires. Mais si le socialisme, ou plus exactement la socialisation des moyens essentiels de production, ne pouvait être décrétée dès le début de la première de ces étapes, il n'en demeure pas moins que cette première étape elle-même devait obligatoirement marquer une brisure totale et définitive avec le régime capitaliste sur le plan politique.

Christian SUNT.

# ITINÉRAIRE THÉORIQUE ET HISTORIQUE DE L'AUTOGESTION

*Certaines des positions défendues dans cet article ont été loin de faire l'unanimité du Comité de Rédaction. Nous le publions donc comme contribution à un débat.*

L'AUTOGESTION peut aujourd'hui paraître un mot à la mode et recouvrir souvent n'importe quoi. Il est donc nécessaire d'en définir les principes de base non d'une manière abstraite mais en observant comment cette notion est apparue au sein du mouvement ouvrier et quel a été son cheminement.

Les communistes yougoslaves définissent l'AUTOGESTION de la manière la plus simple du monde : faire diriger l'usine par les ouvriers, la commune par les citoyens, les écoles par les enseignants, les parents et les enfants, etc..., ce qui est la définition de la gestion directe et de la Démocratie directe. En ce sens, le mot AUTOGESTION qui tend seulement à faire allusion à une « gestion » est beaucoup trop restrictif et on se demande pourquoi ce terme est celui qui a le plus de succès. Là encore, les Yougoslaves emploient le mot « Auto-gouvernement » et non le mot « Autogestion ». Il s'agit, en tout état de cause, d'une société où les moyens de production et les diverses formes administratives nécessaires à la vie sont gérés directement par les producteurs et les citoyens sans l'intermédiaire d'aucun organe d'Etat séparé de la société générale. L'AUTOGESTION intégrale fait donc disparaître la notion de dualité et celle de la délégation de pouvoir. Il en découle une nouvelle manière de vivre, une nouvelle éthique, une nouvelle civilisation.

On ne peut aller plus avant dans la définition parce qu'il faudrait alors présenter un projet de société qui ne pourrait s'adapter à toutes les conditions, à tous les peuples et à toutes les époques. Il est contraire à l'Autogestion elle-même que d'en définir les formes qui seront inventées par ceux qui seront concernés.

Une première constatation peut être faite : Dès que les masses se trouvent engagées dans un processus révolutionnaire, elles trouvent elles-mêmes des formes de gestion et de démocratie directe, des formes de pouvoir qui tendent à supprimer la délégation, c'est-à-dire l'ETAT.

PROUDHON écrivait dans « De la capacité politique de la classe ouvrière » :

**Nous, producteurs associés ou en voie d'association, nous n'avons pas besoin de l'Etat. L'exploitation par l'Etat, c'est toujours de la monarchie, toujours du salariat. Nous ne voulons pas plus du gouvernement de l'homme par l'homme que de l'exploitation de l'homme par l'homme. Le Socialisme est le contraire du gouvernementalisme. Nous voulons que ces associations soient le premier noyau de cette vaste fédération de compagnies et de sociétés, réunies dans le commun lieu de la République démocratique et sociale.**

Les idées fondamentales de PROUDHON devaient influencer la COMMUNE de PARIS qui fut la première tentative de démocratie directe, d'Autogestion économique et de fédéralisme. (« Elle n'était plus — dit Marx, dans la « Guerre Civile en France » —, un contre-pouvoir au pouvoir d'Etat DESORMAIS SUPERFLU »). Marx définit cette nouvelle démocratie comme « la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail ». Pour ENGELS, elle était la « dictature du prolétariat ».

C'est bien la COMMUNE qui réalisa un pouvoir de type nouveau dont on peut tirer les bases fondamentales de l'idée d'AUTOGESTION. Ces bases furent clairement définies pour la première fois avec BAKOUNINE et la « Fédération Jurassienne » de l'Internationale au congrès de St-IMIER, le 15 septembre 1872.

Tirant les leçons de la lutte, les bakouniniens de St-IMIER pensent que le prolétariat doit s'emparer des moyens de production directement au cours de l'acte révolutionnaire rendant ainsi l'Etat superflu. L'acte révolutionnaire doit détruire à la fois le Capital et l'Etat.

MARX dit lui-même que la classe ouvrière ne peut se contenter de prendre tel quel l'appareil d'Etat et de la faire fonctionner : « L'ancien gouvernement centralisé aurait dû faire place au gouvernement des producteurs par eux-mêmes ». Ce qui est la définition même du Socialisme reprise par BAKOUNINE.

LENINE dans « L'Etat et la Révolution » constate que MARX avait déduit de ses analyses que l'Etat devait disparaître et que la forme transitoire de sa disparition devait être l'organisation du prolétariat en classe dominante. Mais — dit-il —, MARX n'a pas défini les formes politiques de cet « avenir ». Il s'est borné à constater que « les choses s'orientent vers la destruction de la machine d'Etat bourgeoise ». MARX étudie alors soigneusement les formes de pouvoir instaurées par la Commune de Paris puisque ce sont ses seules réfé-

rences historiques. La gestion directe et la démocratie directe sont les formes « par quoi l'on peut et l'on doit remplacer ce qui a été brisé » (Lenine).

La Commune, première forme d'AUTOGESTION, sert donc de référence à la fois aux marxistes et aux bakouniniens.

ENGELS écrit pourtant en 1880 que le prolétariat « s'empare du pouvoir d'Etat et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'Etat ».

Les références à la COMMUNE semblent oubliées. Il ajoute pourtant que la prise en main des moyens de production est le dernier acte de l'Etat « en tant qu'Etat ». Lorsque le gouvernement des hommes fait place à l'administration des choses, « l'Etat n'est pas aboli, il s'éteint ».

Les faits historiques qui ont suivi et ce qui s'est passé sous nos yeux en U.R.S.S. ont montré que la prise des moyens de production n'a pas été le dernier acte de l'Etat, qui ne s'est pas éteint mais renforcé.

C'est sur cette analyse d'ENGELS que portait déjà la polémique entre marxistes et anarchistes au siècle dernier.

CAFIERO écrivait à ENGELS en 1872 :

**Les uns conseillent un coup de main sur la forteresse principale, l'Etat, laquelle étant tombée en notre pouvoir, la porte du Capital sera ouverte à tous, tandis que les autres envisagent d'abattre tout ensemble tous les obstacles et de s'emparer collectivement DE FAIT de ce Capital que l'on vent assurer pour toujours propriété collective.**

**Je me suis rangé avec les seconds, mon cher, et vous, bon matérialiste, comment pouvez-vous être avec les premiers ? La théorie des circonstances déterminantes que vous savez à l'occasion si bien développée, n'arrive-t-elle pas à déterminer dans votre esprit le doute sur la nature de l'œuvre que vous accomplirez une fois installé au pouvoir constitué ? ».**

Ces positions d'ENGELS gênaient LENINE qui tente dans « L'Etat et la Révolution » de les concilier avec les positions prises par Marx dans le « Guerre Civile en France ». Ceci afin de réfuter les arguments anarchistes qui nient l'extinction de l'Etat et affirment qu'il faudra le liquider. Selon LENINE, ENGELS aurait parlé de la suppression de l'Etat de la bourgeoisie « tandis que ce qu'il dit de l'extinction se rapporte à ce qui subsiste de l'Etat prolétarien après la Révolution socialiste ».

Ces prévisions ne se sont pas réalisées non plus. Les contradictions de LENINE lui-même ont été celles de la Révolution d'Octobre :

Les soviets (ou conseils) naissent spontanément amorçant une structure de démocratie directe. LENINE fidèle à son schéma les accueille avec enthousiasme. Parallèlement naît le « contrôle ouvrier » dans les usines.

Il existe alors ce que TROTSKI appelle dans son « Histoire de la Révolution Russe », la « dualité de pouvoir ». Nous sommes en période transitoire. Le pouvoir « démocratique bourgeois » qui vient de s'instaurer et les soviets, les conseils dans les usines et le patronat qui subsiste.

Il est courant de croire que le « contrôle » est une première étape vers l'Autogestion. Mais le schéma léniniste fait que le patronat est remplacé par le nouvel « Etat ouvrier ». L'AUTOGESTION n'est pas réalisée. Progressivement, le pouvoir des soviets sera lui aussi grignoté par l'Etat. Sous STALINE, les soviets deviennent des auxiliaires du pouvoir, la démocratie directe est devenue formelle. L'AUTOGESTION a vécu.

On retrouve alors au cours de ces événements, une revendication pour la gestion directe dans la révolte des marins de Kronstadt qui résumait curieusement les principes de la COMMUNE de PARIS et dans le mouvement makhnoviste en Ukraine qui applique le mot d'ordre trahi : « Tout le Pouvoir aux Sociés ». Ces deux tentatives d'AUTOGESTION sont noyées dans le sang par l'Armée Rouge commandée par TROTSKY.

Outre une contradiction au niveau théorique, on peut se demander pourquoi la gestion directe a échoué en U.R.S.S. Beaucoup d'explications ont été données.

On a évoqué le manque de cadres conscients. VO-LINE rapporte pourtant que les anarchistes russes disaient que si les travailleurs étaient jugés aptes à exercer le contrôle, on ne voit pas pourquoi il n'aurait pas été capable de gérer directement les moyens de production. Depuis, les communistes yougoslaves ont dit que si on argue de l'incapacité des travailleurs on ne leur confiera jamais la gestion : C'est l'excuse des bureaucrates. On a dit aussi que l'AUTOGESTION n'était pas possible dans un pays sous-développé. HARBEL, théoricien de la Révolution algérienne, était d'un avis contraire lorsqu'il affirmait que l'AUTOGESTION constitue la seule solution au sous-développement. La classe

ouvrière russe était faible en effectifs et il faudrait une classe ouvrière nombreuse pour réaliser l'Autogestion. La prédominance de la classe ouvrière sur la paysannerie est un dogme nullement démontré. On ne voit pas pourquoi l'Autogestion ne serait pas d'abord paysanne. C'est ce qui se passait en Ukraine.

La vérité, c'est que la démocratie directe ne peut subsister longtemps lorsqu'existe une structure étatique de type classique. LENINE n'a pas construit la République des Conseils décrite dans « L'Etat et la Révolution ». Il a construit un Etat « à déformation bureaucratique » ainsi qu'il l'a dit lui-même à la fin de sa vie.

Le courant autogestionnaire se retrouve alors dans le mouvement des « conseils » qui apparaît dans l'Italie des années 20 où communistes et anarchistes se retrouvent au coude-à-coude. La convention de Bologne en février 1919 veut remplacer le Parlement bourgeois par une assemblée constituante de producteurs émanant de conseils de base qui se créent partout dans les usines en grève. Des usines occupées par les travailleurs sont gérées par eux. Mais le mouvement échoue, faute d'avoir détruit les structures capitalistes. Il fut, de ce fait, récupéré par les réformistes et mourut. Cela montre les limites d'un « contrôle ouvrier » au sein des structures du régime. Une expérience du même genre a lieu en Bavière sans plus de succès (1).

Il faut attendre le premier conflit avec STALINE d'un pays où le P.C. a pris le pouvoir, la Yougoslavie, pour voir apparaître de nouveau l'AUTOGESTION. En 1948, le P.C. yougoslave prend position pour la remise des entreprises et terres nationalisées à la gestion des travailleurs. Des décrets sont promulgués, les conseils ouvriers sont créés à voie consultative dans les premières années. Le processus entamé de 1952 à 1956 réalise l'Autogestion intégrale des entreprises et leur désétatisation. Un nouveau système administratif autogéré est mis en place dont la base est la commune. L'Etat ne subsiste sous sa forme classique que dans des secteurs spécialisés. Nous n'analyserons pas ici le régime yougoslave, — ce qui nécessiterait un autre article. Voyons plutôt ses sources théoriques.

Les communistes yougoslaves feignent d'ignorer les tendances anti-autoritaires de la 1<sup>re</sup> Internationale pour affirmer que l'Autogestion est d'essence yougoslave. Ils se réclament de théoriciens serbes (sans doute anarchistes — on ne le dit pas) qui prônaient au siècle dernier l'Autogestion universelle et l'autonomie communale. Des essais de gestion ouvrière tentés en 1876 à Kragujevac en Serbie, à 100 km au sud de Belgrade, restent sans lendemain. Pendant la Révolution d'Octobre des conseils sont formés de la même manière qu'en Italie. Une démocratie directe naît aussi spontanément pendant la guerre de libération entre 1941 et 1945. Ainsi, une tendance autogestionnaire existait au sein du P.C. yougoslave qui obtient la majorité lors du conflit avec l'U.R.S.S.

En 1945, le P.C. yougoslave instaure un régime en tous points semblable aux autres démocraties populaires. Les grands moyens de production sont nationalisés et l'Etat centraliste règne en maître absolu. Lorsque les décrets sur l'Autogestion sont promulgués, le P.C.Y. déclare en 1950 :

**Le processus de dépérissement de l'Etat ne peut être ajourné, il doit commencer tout de suite. Le P.C. doit se distancer de l'appareil de l'Etat afin de ne pas perdre les caractéristiques essentielles du parti de classe et pour éviter de devenir partie de l'appareil du pouvoir. La propriété d'Etat doit devenir la propriété de la société gérée par les producteurs directs, c'est-à-dire les ouvriers.**

C'est ici qu'il devient possible — selon ce qui se passe en Yougoslavie — de reprendre la proposition d'ENGELS selon laquelle la prise des moyens de production est le dernier acte de l'Etat « en tant qu'Etat ». Mais l'Etat ne s'éteint pas tout seul. Son dépérissement est décidé par le Parti et par décrets. L'Autogestion en Yougoslavie crée une nouvelle lutte de classes. ENGELS n'avait pas prévu la bureaucratie et la technocratie... Il restera à savoir si l'Etat dépérit seulement parce qu'on l'a décidé.

A l'aube de l'indépendance algérienne en 1962, l'AUTOGESTION apparaît un peu de la même manière qu'en Espagne : Les paysans s'emparent spontanément et collectivement des terres abandonnées par les colons. Le gouvernement BEN BELLA légalise la prise des terres par les décrets de Mars 1963 et étend la gestion directe

(1) Il faudrait rapporter la très intéressante expérience autogestionnaire amorcée au cours de la guerre civile espagnole. Nous ne pouvons, faute de place, développer ici ce point.

suite en page 61.

# AVANCES ET LIMITES DE L'AUTOGESTION YOUGOSLAVE

Les déboires de ceux qui calquent leur ligne politique sur celle de tel ou tel pays étaient si évidemment prévisibles que nous ne tomberons pas dans le piège de considérer la Yougoslavie et plus particulièrement son système d'autogestion comme un modèle.

Il n'en reste pas moins que le type de critiques, sans parler évidemment des condamnations radicales que l'on entend habituellement recouvrir une hostilité ou tout au moins une réticence au principe d'autogestion lui-même, ou une méconnaissance des conditions possibles de son application et de son fonctionnement.

Les communistes yougoslaves ont eu au moins le mérite de tirer rapidement les conclusions d'une impasse et de lancer l'affirmation, pas nouvelle dans l'histoire du mouvement socialiste, mais vraiment révolutionnaire dans celles des partis communistes, qu'on ne construit pas le socialisme à partir d'un Etat centralisé.

Dans un premier temps l'abandon du plan d'Etat a matérialisé un processus de désétatisation.

A-t-on pour autant, en reconnaissant ouvertement au marché un rôle régulateur de l'économie, restauré le capitalisme ou tout au moins fatalement préparé son retour ?

Ou a-t-on au contraire détruit une place forte du bureaucratisme et ouvert la route à une socialisation véritable ?

Sans entrer dans les détails, il existe des bases solides pour le développement d'un tel processus de socialisation.

D'abord, la véritable dissolution

de la propriété que représente la notion de propriété sociale. Les moyens de production et les ressources naturelles sont à tout le monde et en même temps à personne. Il n'y a donc plus de rapports patron/ouvrier ou Etat/employé mais seulement des rapports entre ouvriers associés, tout au moins dans tous les grands secteurs, à l'exception, non déterminante, de la petite agriculture et de l'artisanat.

En réalité ces rapports de production qui représentent bien la base de la transformation sociale risquent fort d'être complètement faussés, si la vie sociale et politique ne connaît pas elle aussi un développement de l'autogestion au sens fort, c'est-à-dire de l'autogouvernement par une démocratie aussi directe que possible.

La constitution yougoslave va dans ce sens et ses amendements périodiques semblent vouloir combler le retard encore considérable de l'autogestion politique. Mais cette ouverture ne coïncide pas avec un progrès équivalent de la pratique réelle.

La pierre de l'édifice est la Commune qui effectivement constitue une base humaine à un système d'autogestion. L'Assemblée communale, avec son conseil des habitants et son conseil des collectifs ouvriers, est le premier lieu où peuvent se confronter les besoins et les intérêts à un niveau de complexité suffisant pour assurer un fondement au développement social de proche en proche jusqu'à l'ensemble du pays.

Evidemment les tendances au particularisme peuvent se développer de même que celles au technocratisme et persister celles au bureaucratisme.

Tous ces problèmes ont été étudiés de façon approfondie au Congrès des autogestionnaires de Mai 1971 qui décida entre autres l'élaboration d'un des autogestionnaires.

Actuellement les syndicats luttent pour une intégration autogestionnaire du travail associé remplaçant graduellement le mécanisme du marché par la pratique des accords d'autogestion et de la concertation sociale.

En réalité le grave problème est celui du rôle de l'organisation révolutionnaire. La Ligue des Communistes de Yougoslavie l'a résolu théoriquement en disant ne vouloir plus avoir qu'un rôle idéologique. Dans la pratique elle continue à agir aussi à partir de positions de pouvoir. Même si c'est pour le décentraliser, l'occupation monopoliste de ces positions empêche l'accès direct des travailleurs à ce pouvoir afin qu'il puisse être, comme la propriété sociale, à tout le monde et à personne.

On assiste actuellement à de véritables règlements de compte qui représentent essentiellement une lutte pour le pouvoir classique, même si elle prend le prétexte de politiques différentes du développement du système d'autogestion. A cette lutte au sommet le peuple travailleur de Yougoslavie ne participe pas.

Mais l'autogestion a créé une dynamique et il commence à exister tout un réseau de relations sociales qui d'une part mord sur les structures d'Etat et d'autre part fait apparaître les limites et les contradictions d'une économie de marché et la nécessité d'une véritable planification sociale souple et complexe résultant de la confrontation de groupements de base.

C'est à partir de là que peut s'exercer le vrai rôle dirigeant de la classe ouvrière.

Paul DENAIS.

## AUTOGESTION ET PLANIFICATION AUTORITAIRE

L'expérience yougoslave, vieille aujourd'hui de plus de vingt ans, a démontré l'incompatibilité absolue qu'il y a entre l'autogestion et la planification de type soviétique.

Pour permettre de mieux cerner les problèmes que pose l'autogestion, il paraît utile d'exposer, aussi objectivement que possible, les raisons qui ont amené la Yougoslavie à adopter un autre type de planification : la « planification » dite « souple ».

Après la rupture avec l'U.R.S.S. et les pays du Kominform en 1948, la Yougoslavie, sous la pression du mécontentement ouvrier, provoqué par une situation économique désastreuse, s'orienta progressivement vers un socialisme d'autogestion.

La loi du 28 juin 1950 confie la gestion des entreprises aux ouvriers et toute une série de règlements et lois ultérieurs met en place les organismes de direction. Il s'agit, pour l'essentiel, du « Collectif ouvrier », c'est-à-dire de l'ensemble du personnel qui possède le pouvoir suprême dans l'entreprise. Ce pouvoir est exercé par l'intermédiaire du « Conseil ouvrier » qui se compose de 15 à 120 membres. Dans les entreprises de moins de 30 personnes, le collectif tout entier remplit la fonction du « Conseil ouvrier ».

A l'origine, le directeur, gestionnaire professionnel, chargé d'organiser le processus de travail, était, en principe, responsable devant le « Conseil ouvrier » ; mais dans la pratique il représentait la commune au sein de l'entreprise, c'est-à-dire l'Etat, et en fait le « Plan ».

Ici, il est indispensable d'ouvrir une parenthèse et de souligner que la prétendue « planification » de type soviétique, dont nous avons pu croire longtemps qu'elle était un instrument de rationalité économique, est en fait un facteur d'incohérence. En réalité, cela est évident aujourd'hui, elle a représenté une méthode d'accumulation primitive et d'industrialisation presque aussi féroce que l'accumulation capitaliste.

L'histoire économique yougoslave rend palpable pour ainsi dire cette incohérence et fait la démonstration de l'incompatibilité absolue de l'autogestion et de la « planification autori-

taire ». Dans leur principe même, le « Plan autoritaire » et l'autogestion s'excluent l'un l'autre : le « Plan », par ses prescriptions impératives, prive les organes de l'autogestion de toute liberté de décision et, par suite, la vide de son contenu.

Cette antinomie, qui se traduisait par des conflits entre les travailleurs, d'une part, et le directeur responsable de l'application du « Plan », d'autre part, était exaspérée par ce rôle négatif de la planification. Car il est dans la nature même de ce type de « Plan » d'éloigner les instances de décision des lieux de production, ce qui rend insoluble les innombrables problèmes qui se posent au fil des jours dans les entreprises. Les travailleurs, - chacun dans sa sphère, dans sa pratique quotidienne, et souvent à ses dépens - constataient donc que le « Plan » désorganisait la production bien plus qu'il ne l'organisait.

Au 1<sup>er</sup> Congrès des « Conseils ouvriers », en 1957, la « Planification autoritaire » fut mise en accusation par les porte-parole des travailleurs. La motion adoptée déclare que l'Etat ne devrait pas s'ingérer dans la gestion des entreprises, mais qu'il devrait les orienter à l'aide d'une planification souple.

A cette pression des travailleurs contre la « Planification centralisée », s'ajoutaient les impératifs du commerce extérieur.

Rejetée par les pays de l'Est lors de la rupture avec le Kominform, la Yougoslavie se tourna, nécessité faisant loi, vers les marchés de l'Occident. Mais le « Plan », en freinant la productivité, rendait les produits yougoslaves peu concurrentiels.

En 1965, une réforme fut promulguée, une des plus radicales que la Yougoslavie ait connues depuis la fin de la guerre. A la « Planification autoritaire » fut substituée une « Planification souple » inspirée des méthodes de rationalisation économique en usage en Occident (d'une efficacité toute relative d'ailleurs).

Maîtriser les fluctuations économiques est cependant pour un régime socialiste, plus que pour tout autre système, une nécessité impérieuse. Mais c'est par tâtonnements qu'une mé-

(suite en page 6).

# autogestion

# ...et révolution

Placée au cœur du débat qui oppose la C.G.T. la C.F.D.T., noyau de la critique « de gauche » programme commun P.C.-P.S., l'idée d'autogestion est devenue un fait social et politique : preuve qu'elle correspond désormais à des préoccupations profondes de la classe ouvrière. Une idée ne s'empare en effet durablement des masses que si elle répond à des problèmes permanents et si elle ouvre, au moins en apparence, une issue possible aux contradictions qui caractérisent la crise actuelle de la Société occidentale. Aujourd'hui l'idée d'autogestion trouve un écho dans une fraction non négligeable des travailleurs, dépassant très largement le simple cercle des militants.

Il demeure que sa signification du point de vue de la théorie marxiste reste à déterminer pour la plus grande part. Car il reste que le thème d'autogestion peut aujourd'hui être « récupéré » sans trop de difficultés par divers courants opportunistes.

Pour éviter cette opération, il faut définir ses

(suite de la page 4)

à certaines entreprises industrielles. « La Charte d'Alger » devenue le programme du F.L.N. d'abord proclame que l'Autogestion « est le principe même de la société socialiste » :

En elle se noue la fin de l'exploitation, la compréhension par chaque travailleur de son activité car la fonction économique et la fonction politique deviennent inséparables. L'intéressement direct du producteur à sa production, c'est dire le contraire même du salariat. En elle, se réalise le début du règne de la liberté.

Le secteur capitaliste demeure dans la plus grande partie du pays. Dans la pensée de ses promoteurs, l'Autogestion algérienne doit gagner progressivement tout le pays dans un climat d'intense lutte de classe avec le soutien du parti d'avant-garde et du gouvernement. C'est nouveau. Ici, le pouvoir révolutionnaire aide à l'établissement de la gestion directe dans un climat de contradictions puisque l'administration est la même que celle de la période coloniale et que l'Etat a droit de regard sur les entreprises autogérées. La Charte d'Alger elle-même définissait ces contradictions :

Le pouvoir d'Etat est d'un côté le reflet de la volonté populaire exprimée par des élections. Mais d'un autre côté, ce pouvoir d'Etat s'exerce à travers des organes de gestion bureaucratique sur lesquelles s'exercent des contraintes diverses. C'est dans ce secteur bureaucratique qu'essayeront de se réfugier les intérêts, habitudes et routines menacés par la Révolution.

C'est ainsi qu'il faut expliquer le putsch de BOUMEDIENNE et l'arrêt du processus vers l'Autogestion intégrale défini par Mohammed HARBI qui s'inspire à plus d'un titre de la Révolution yougoslave. Le putsch a lieu la veille de l'application des décrets pour la mise en place de la Commune autogérée.

Dans le monde « socialiste », l'Autogestion apparaît à chaque crise du stalinisme : Conseils ouvriers de Hongrie - Printemps de Prague. Elle apparaît encore dans une lutte sans merci contre la bureaucratie et l'Impérialisme de l'U.R.S.S.

MAI 68 en FRANCE qui a constitué le premier signe de la crise révolutionnaire des pays développés a vu réapparaître la revendication pour la gestion directe au sein de luttes elles-mêmes autogérées. On a pu envisager la prise du pouvoir ouvrier à partir des lieux de production. Le schéma de la simple prise du pouvoir d'Etat par un parti structuré à cet effet a été mis en défaut. Il n'est plus du domaine de l'utopie que d'envisager que la classe ouvrière et ses alliés (le Nouveau Bloc historique) s'empare directement des moyens de production et construise une fédération de conseils, c'est-à-dire une démocratie directe au sein de laquelle les délégations de pouvoir seront réduites au minimum.

Ainsi sont résolues les contradictions de LENINE. Ainsi sont réconciliés et dépassés MARX et BAKOUNINE.

A la scission de la 1<sup>re</sup> Internationale, BAKOUNINE écrivait que si les positions paraissaient inconciliables, de grands bouleversements et de grandes expériences historiques nouvelles, la pratique de la Révolution sociale, la logique des événements pourraient mener tôt ou tard les uns et les autres à une solution commune. Cette époque est arrivée.

Guy BOURGEOIS.

rapports avec la lutte quotidienne des masses, la transition révolutionnaire vers un autre type de société et le « modèle » social proposé.

Sur ces trois points on peut déjà avancer certains éléments de réflexion.

Autour de l'idée d'autogestion il est possible de restructurer les thèmes d'intervention dans les entreprises et de modifier sur le fond les finalités de l'action syndicale. Les historiens du mouvement ouvrier ont décrit en détail le lent reflux des thèmes d'action révolutionnaire dans les organisations syndicales. Formées à l'origine non seulement pour défendre les intérêts des travailleurs mais aussi pour abolir le salariat et abattre le capitalisme, les chartes successives des grands syndicats occidentaux ont suivi, avec quelque retard l'orientation qui les intégrait de façon permanente aux structures sociales du récapitalisme. Le divorce entre ce qui restait du langage révolutionnaire et la pratique réformiste est venu au grand jour en Mai 1968 où la direction de la C.G.T. a troqué dix millions de grévistes et un Etat bourgeois vacillant contre les élections perdues d'avance.

La notion d'autogestion peut servir de base à un redressement révolutionnaire de l'action syndicale. Elle permet à l'intérieur de l'entreprise d'opposer à chaque instant au droit divin absolu de la propriété patronale la conception révolutionnaire de la démocratie des travailleurs. Elle permet de contester aux patrons le droit d'embaucher et de débaucher le personnel. Elle rend possible l'élaboration d'objectifs intermédiaires de lutte et par

(suite de la page 5)

thode de planification sera probablement trouvée. D'ores et déjà, les entreprises yougoslaves s'y emploient, et les « ententes autogestionnaires » peuvent-être une voie vers une planification qui ne mutilerait point l'autogestion.

Par ailleurs, la réforme a apporté un changement fondamental dans la structure de l'entreprise : la disparition du « Plan autoritaire » permet de subordonner le directeur aux organes d'autogestion et de mettre en accord le principe (la suprématie du « Collectif ouvrier ») et la pratique.

Cette subordination qui n'est plus seulement de façade est concrétisée en quelque sorte par le droit, plein et entier, du « Conseil ouvrier » d'engager le directeur et de le congédier à tout moment.

Que ce système ait des aspects négatifs, il serait irréaliste de le nier : les inégalités entre les entreprises, les régions, les républiques ne sont pas un mythe ; ses adversaires parlent même d'une « Bourgeoisie rouge » qui roule carrosse et lui reprochent le retour au marché.

Mais quoi qu'il en soit, aucun autre système ni le système soviétique, ni, à fortiori, le système capitaliste ne met le prolétariat aussi près de la réalité du pouvoir économique, base indispensable du pouvoir politique.

ET CELA, C'EST FONDAMENTAL.

Joseph KIPNIS.

là de revendiquer le contrôle ouvrier sur la formation professionnelle des jeunes afin de l'arracher à l'enseignement de la bourgeoisie. Elle ajoute à la dimension nécessaire des revendications salariales (que la bourgeoisie récupère par des mécanismes inflationnistes et dont elle a su faire un moteur de son développement économique) des formes d'actions inintégréables par l'ordre social actuel.

Autour de l'idée d'autogestion il est possible de définir une nouvelle conception de la prise du pouvoir révolutionnaire. En effet elle préfigure, au sens que lui donnait Marx, la structure d'un contre-pouvoir de classe qui se construit au niveau des entreprises. Le pouvoir ne se gagne ni au Parlement (comme en témoigne la faillite de la voie chilienne au socialisme) ni dans la rue. Il se conquiert dans les usines. MAI 1968 aurait fini différemment si la classe ouvrière avait substitué son pouvoir à celui du patronat dans les usines et, au-delà, commencé leur remise en marche.

Le thème d'autogestion ouvre manifestement des voies à la réflexion théorique sur des modes d'action nouveaux inexplorés jusqu'ici.

Devenu un tout organique, qui s'étend à l'ensemble des activités de l'homme, le mode de production capitaliste est aujourd'hui plus vulnérable. Comme tout organisme qui pousse à son terme la division et la spécificité de son activité il est menacé de paralysie générale par des actions correctement localisées. Il a suffi de la grève d'un atelier du Mans pour bloquer l'ensemble des usines Renault.

Ce thème peut et doit être conduit à son terme au niveau théorique comme au niveau de l'organisation si l'on veut faire déboucher les secousses sociales de l'avenir sur une transformation révolutionnaire de la Société.

Autour de l'idée d'autogestion il est possible enfin de reconstruire un modèle de société différent. Il entraîne en effet poussé à son terme une mise en cause de la conception même de l'usine, l'abolition du mode de production de l'industrie moderne et la reconstruction du mode de consommation contemporain. Redistribuer le pouvoir à la base dans les entreprises conduit directement à certaines idées développées par Marx dans les Grundrisse. L'usine y est conçue non seulement comme centre de production mais aussi comme centre de recherche et d'éducation.

Il ne suffit pas de poser en termes généraux que la révolution doit tendre à la destruction de l'appareil pyramidal de l'Etat bourgeois pour lui substituer un système de conseils : Encore faut-il préciser la nature du modèle proposé. L'autogestion ne se conçoit pas sans une organisation du pouvoir qui mette fin à la séparation des pouvoirs économique et politique à la base.

Ceci pose dans toute son ampleur la question des structures de l'Etat socialiste à l'heure de la Révolution Scientifique et Technique.

C'est à mon sens le problème théorique qu'il faudrait maintenant développer pour donner au concept d'autogestion une dimension véritablement révolutionnaire.

Jean-Pierre VIGIER.

Le mardi 27 juin, de 18 heures à minuit, les Centres d'Initiative Communiste avaient organisé une réunion en deux parties sous le titre unique de « SIX HEURES POUR LE SOCIALISME ». Après une première partie consacrée à la Révolution Cubaine et au modèle de socialisme qu'elle représente, le débat fut engagé sur « Les conseils ouvriers et l'autogestion ».

Devant plus de 600 participants, jeunes en majorité, intervinrent tour à tour Le Garec (P.S.U.), Fred Krumnov (C.F.D.T.), Michel Pablo (Alliance Marxiste Révolutionnaire) et Victor Leduc, de la Délégation Permanente des C.I.C.

Nous estimons intéressant de verser à ce dossier des extraits des interventions de Victor Leduc et de Michel Pablo.

## L'intervention de Victor Leduc des Centres d'Initiative Communiste

En organisant ces « Six heures pour le socialisme », avec une discussion sur l'expérience cubaine et un débat sur l'autogestion et les conseils ouvriers, les C.I.C. veulent contribuer à cette tâche qui est leur raison d'être : la rénovation du communisme. Les C.I.C. se sont créés pour regrouper tous ceux, qu'ils soient ou qu'ils aient été ou non membres du Parti Communiste, qui tirent les mêmes conclusions de l'expérience du mouvement communiste : la nécessité de transformer profondément les structures, les formes d'organisation, une pratique interne, qui ont abouti à la bureaucratisation des Partis Communistes et à la subordination de la plupart d'entre eux à un Parti hégémonique ; la nécessité d'une critique approfondie du type de société qui s'est installée dans la plupart des pays où ces partis ont pris le pouvoir et qui a abouti à une dénaturation du socialisme, à une étatisation oppressive sur le plan matériel comme sur le plan intellectuel, à de nouvelles structures hiérarchiques, à des rapports de production et plus généralement à des rapports sociaux, et même à des rapports entre les peuples, qui reproduisent les traits de la société qu'ils ont abattue.

Le débat sur les conseils ouvriers et sur l'autogestion est donc pour nous partie intégrante d'une recherche sur les causes de la crise du mouvement communiste et sur les moyens de la surmonter.

J'ai parlé tout à l'heure d'étatisme oppressif, de pouvoir bureaucratique et de structures hiérarchisées comme type de société caractéristique des pays où les P.C. ont pris le pouvoir. On peut affirmer que cette évolution est en contradiction avec les perspectives que traçaient au mouvement ouvrier les premiers théoriciens et initiateurs de socialisme, lorsqu'ils s'appuyaient sur le mouvement des masses. C'est ainsi que Marx a vu dans la Commune de Paris « la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail ». Ce qu'il y avait d'essentiel pour lui dans l'expérience de la Commune de Paris, c'était la destruction de l'appareil d'Etat et son remplacement, non par un nouvel état centralisé, qui serait « une nouvelle croissance parasitaire », mais par une nouvelle forme politique émanant au plus près du peuple des travailleurs.

Lénine caractérisait ainsi ce nouveau pouvoir :

1°) La source du pouvoir n'est pas dans la loi préalablement discutée et votée par un Parlement, mais dans l'initiative locale directe des masses populaires.

2°) La police et l'armée, institutions séparées du peuple et opposées au peuple, sont remplacées par l'armement direct du peuple tout entier.

3°) Le corps des fonctionnaires, la bureaucratie sont eux aussi remplacés par le pouvoir du peuple lui-même, ou du moins, placés sous son contrôle, non seulement ils deviennent de simples mandataires du peuple élus, mais encore ils sont révocables à la première demande du peuple. Ils ne sont plus un corps privilégié jouissant de bonnes sinécures et de traitements élevés mais des ouvriers d'une « armée spéciale » dont les traitements ne sont pas supérieurs au traitement d'un bon ouvrier.

Et c'est une autre création du mouvement des masses apparue lors du 1905 russe, les Soviets, qui deviennent pour Lénine l'organe du nouveau pouvoir. Ce sont les Soviets de députés ouvriers, paysans et soldats, qui sont appelés à reproduire dans les conditions nouvelles le type d'Etat élaboré par la Commune de Paris. Cet Etat, dit-il, doit être caractérisé par une vie politique autonome des masses, par leur participation directe à l'organisation démocratique de toute la vie sociale, et il répète, dans ses fameuses Thèses d'Avril, que le pouvoir des Soviets, c'est le remplacement de la police par une milice populaire, de l'armée permanente par l'armement

du peuple, la suppression d'une bureaucratie non révocable et privilégiée, le contrôle de la production par les Soviets paysans et ouvriers.

Le terme de Conseils Ouvriers est employé pour la première fois je crois, par Gramsci, quand en 1919 il fonde à Turin le mouvement Ordine Nuovo. Contrairement aux Commissions internes qui sont élues par les seuls syndiqués, les Conseils d'usine sont élus par tous les ouvriers de l'entreprise, et ceci, par équipes de travail et par départements. Les délégués sont révocables à tout instant. Ils ont une fonction de contrôle sur la production. Les Conseils sont des organes d'autogestion politique et économiques, des organes d'auto-libération des masses. « Les Commissions d'usine, disait Gramsci, sont les seuls et vrais représentants sociaux de la classe prolétarienne parce que élus au suffrage universel par les travailleurs sur la place même du travail ».

Antonio Gramsci écrivait de façon prophétique : « Malheur si, par une conception sectaire du rôle du Parti dans la révolution, on prétend matérialiser cette hiérarchie, fixer l'appareil gouvernemental des masses en mouvement en une forme mécanique de pouvoir immédiat et contraire le processus révolutionnaire à entrer dans la forme du Parti ; on réussira à influencer une partie des hommes, à « dominer » l'histoire, mais le processus révolutionnaire réel fuira au contrôle et à l'influence du Parti, devenu inconsciemment organisme de conservation ».

Ces quelques exemples, que l'on pourrait évidemment multiplier et développer, mais on n'en a pas ici le temps, montrent qu'il y avait une ligne de développement du communisme qui faisait, sous une forme ou sous une autre, des conseils de travailleurs, les organes privilégiés de l'action révolutionnaire et du nouvel Etat socialiste.

Je ne voudrais pas pour autant affirmer que la seule solution à la crise du communisme réside dans un retour aux sources. Mais il est un fait remarquable : c'est que toutes les fois qu'une crise ouverte s'est révélée dans un pays socialiste, c'est vers les conseils de travailleurs que la classe ouvrière s'est tournée pour y trouver la forme d'organisation lui permettant de s'opposer à l'oppression étatique qu'elle subissait, qu'il s'agisse de la Hongrie en 1956, de la Tchécoslovaquie du Printemps de Prague ou de la classe ouvrière de Pologne durant les journées de lutte de la Baltique en 1970. Or il y a une liaison indiscutable entre les Conseils ouvriers et l'autogestion. Comme le disait encore Gramsci, reprenant d'ailleurs un mot d'ordre de Lénine :

**Tout le pouvoir des entreprises aux Comités d'Entreprises, et tout le pouvoir de l'Etat aux Conseils ouvriers et paysans ».**

Cela n'empêche pas les dirigeants du Parti Communiste Français de mener une lutte sans merci contre l'idée d'autogestion. Le camarade André Vieuguet, par exemple, dit qu'il s'agit « d'un amalgame d'idées inspirées du réformisme et d'utopies anarchistes ». Réformistes et anarchistes donc Marx, Lénine, Gramsci, qui peuvent être considérés comme les promoteurs de l'idée de la gestion directe de l'Etat et de la production par les travailleurs associés.

Il est vrai que le mot « autogestion » peut recouvrir des conceptions très différentes de l'organisation sociale. Pour certains, il s'agit seulement d'insérer dans la société capitaliste des îlots de gestion ouvrière. Il est évident, dans ce cas, que l'on n'aura pas changé fondamentalement les rapports de classe, si les délégués à la gestion de l'entreprise ont à trancher des investissements, de l'embauche et des licenciements tout en restant soumis aux lois du marché et de la concurrence capitalistes. On peut même imaginer un capitaliste intelligent poussant jusqu'au bout l'idée de participation et prenant simplement une place dans le conseil de ges

tion aux côtés de ses ouvriers. Dans le cadre du système capitaliste, il ne risquerait pas grand chose. Il aurait vite fait de démontrer aux ouvriers que leur intérêt, en tant qu'ouvrier de telle entreprise, est d'accepter la plupart des propositions de rationalisation d'investissement, etc... qu'il lui soumettrait en vue du développement de la firme.

Pour d'autres, et même dans le cadre d'une société socialiste, le problème de l'autogestion se limite à la gestion par les travailleurs de leur unité de production. Mais si dans tous les autres domaines de la vie sociale, qu'il s'agisse de la ville, de l'éducation, de la culture, etc..., les décisions sont prises selon d'autres modalités et d'autres principes de direction, l'autogestion n'est plus qu'une technique d'administration de l'entreprise et risque d'entrer en contradiction avec les normes qui sont fixées ailleurs. Elle perd, de cette façon, la plus grande partie de sa valeur de libération. On ne peut pas découper l'autogestion en tranches, on ne peut pas l'appliquer valablement à l'usine et la rejeter pour l'ensemble de la société.

Ces quelques prises de position de principe laissent évidemment une série de problèmes en suspens : problème de la planification nécessaire, problème de l'articulation entre les différentes unités sociales autogérées, problème de la détermination démocratique, non seulement des fins économiques, mais aussi des fins culturelles de la société dans son ensemble, et j'en passe. Mais je veux seulement pour terminer, évoquer un problème plus immédiat : c'est celui du rôle du parti, ou plutôt, des partis. Je dis des partis car il me semble, et c'est une contradiction que je relève chez nos camarades yougoslaves, que l'autogestion et le parti unique sont deux conceptions antithétiques de la société socialiste. On pourrait et c'est je crois l'opinion d'un certain nombre de camarades, aller plus loin encore et nier la nécessité de toute organisation politique révolutionnaire, en attendant des seuls conseils ouvriers ou d'institutions similaires toute l'efficacité dans l'action révolutionnaire aujourd'hui et, demain, dans l'édification du socialisme. C'est une vue que nous ne partageons pas, car nous ne croyons pas en la valeur absolue de la spontanéité. Toute l'histoire du mouvement révolutionnaire, encore confirmée en France par Mai 68, montre que la conscience claire d'une stratégie de lutte et des perspectives à long terme, la capacité de coordonner l'ensemble des forces et de faire aboutir le projet révolutionnaire, ne vient pas spontanément aux masses, même aux masses en mouvement.

Le rôle des partis reste capital et le reste pour longtemps, non pas pour diriger aujourd'hui les masses et demain l'Etat, ou alors nous retomberions dans les avatars où s'est dénaté le socialisme. Il reste capital comme instance collective d'élaboration, comme organe d'information et de proposition. C'est par la médiation des partis politiques que peuvent s'opérer démocratiquement des choix unifiant l'action de la masse des travailleurs qui, sans eux, seraient parcellisés dans des unités dispersées, sans possibilité de donner une orientation sociale d'ensemble. Mais le danger, et nous sommes nombreux à l'avoir éprouvé, c'est que le parti politique prétende, selon le mot de Gramsci que je citais à l'instant, s'ériger en « appareil gouvernemental des masses », et que, pour ce faire, l'appareil du Parti gouverne le Parti.

Pour ce prévenir contre ce danger, pour qu'il n'y ait pas contradiction entre le rôle des Partis et la perspective de l'autogestion socialiste, il n'y a pas d'autre solution selon nous que la suivante : il faut dès à présent, que les partis qui se veulent révolutionnaires fonctionnent eux-mêmes selon les normes d'une société en autogestion, c'est-à-dire que soit supprimé dans leur structure toute espèce d'appareil plantant au-dessus du Parti, qu'ils effacent toute hiérarchie, toute distinction entre base et sommet, entre dirigeants et dirigés.

Le contenu qu'acquiert actuellement l'Autogestion pour les militants révolutionnaires luttant pour le socialisme est, à notre avis, nouveau et ne se rattache directement à aucune conception et pratique du passé.

Les Soviétiques ont vécu peu de temps et n'arriveront pas à s'articuler dans un système de gestion démocratique de la vie sociale, pas seulement dans les entreprises et les localités, mais dans tous les domaines et à tous les niveaux. En réalité, ils n'ont joué qu'un rôle de cogestion, dans certains domaines.

L'Autogestion dont nous parlons aujourd'hui correspond à un contexte historique fort différent caractérisé essentiellement : par les nouveaux besoins et aspirations surtout des jeunes générations, particulièrement dans les sociétés évoluées capitalistes ou appelées « Socialistes » ; par le développement des forces productives à la suite de l'incorporation de la science dans celles-ci. Ces deux facteurs sont d'ailleurs en interaction incessante.

C'est sur la base d'un niveau matériel, et surtout culturel, de plus en plus élevé, que les masses des nouvelles générations ressentent, encore plus profondément que par le passé, les multiples effets de l'aliénation dans les conditions actuelles où se déroule leur vie sociale globale.

Mais l'élévation du niveau culturel des masses de la jeunesse et des travailleurs, est d'autre part favorisée par l'évolution des forces productives qui imposent la qualification, le recyclage des connaissances, l'éducation permanente.

Nous avons donc affaire, de plus en plus, avec un nombre accru de jeunes et de travailleurs qui acquièrent une culture professionnelle générale et même politique plus poussée et qui, de ce fait, entrent en opposition avec les rapports sociaux caractéristiques de la société capitaliste hiérarchisée, dualiste dans tous les domaines, autoritaire et oppressive.

Le même phénomène, pour des raisons analogues, est caractéristique de la situation dans les Etats appelés « Ouvriers » ou « Socialistes » et ne sont en réalité que préparatoires, à des degrés divers, à une évolution possible vers le socialisme.

De ce point de vue, MAI 1968 en France et le « Printemps de Prague » sont des phénomènes symétriques qui ont illustré la même aspiration fondamentale, de très larges masses de la jeunesse et de travailleurs, à la société démocratique de demain, au « socialisme d'Autogestion ».

Comprendre à fond cette nouvelle tendance historique et en tirer toutes les conclusions, dans tous les domaines, c'est le devoir de toute tendance politique qui se réclame du prolétariat et du socialisme.

Cela veut dire que dès maintenant on doit s'attacher avant tout à préparer la classe et les travailleurs pour un tel rôle, en les aidant dans l'immediat à structurer leur pouvoir, aussi partiel qu'il soit encore, dans les entreprises, les services, les écoles, à participer réellement à la formation de leurs revendications et à l'organisation de leurs luttes ; à apprendre à transformer les moments inévitables de crise nationale révolutionnaire majeure qui peut surgir dans un pays capitaliste avancé, à la suite de l'occupation des entreprises, des services, des écoles, et à travers un commencement de gestion de ces lieux et de leur production, en des situations capables de déclencher la dynamique de la lutte effective pour le pouvoir total.

C'est dans le cadre d'une telle conception de son rôle qu'une formation politique qui se réclame de l'avant-garde fera sa propre rééducation, en élargissant le cadre de sa démocratie interne, et surtout en « révolutionnant » son style de travail parmi les masses et ses rapports avec les formes propres, autonomes, du mouvement des masses.

Respecter ces formes, les aider à s'épanouir librement et à évoluer par leur propre expérience vers des positions idéologiques plus avancées, cesser de vouloir les domestiquer au « profit » du « Parti révolutionnaire », éviter de créer des fractions du « Parti », dans les syndicats, les mouvements des jeunes, des femmes, des minorités ethniques, visant des buts étroits, sectaires, destructeurs de l'autonomie nécessaire de tous ces

# SIX HEURES POUR LE SOCIALISME

## L'intervention de Michel Pablo de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire

organismes et mouvements par rapport aux partis et, demain, par rapport également à l'Etat « ouvrier », c'est inciter les organisations politiques à repenser leur rôle dans le cadre du projet révolutionnaire du « socialisme d'Autogestion ».

Et les directions syndicales elles-mêmes se doivent de reconsidérer leur rôle en associant de plus en plus étroitement, organiquement, leur base à la formulation des revendications et à la gestion de leurs luttes. Tel est le sens du mouvement des délégués d'atelier, opérant étroitement avec l'Assemblée des travailleurs et les représentants des syndicats, que nous voyons surgir, sous des formes diverses, d'un nombre d'expériences, d'une importance capitale, par le renouvellement du syndicalisme, en Italie, en France, en Angleterre.

Quant au rôle des avant-gardes après la victoire de la Révolution Socialiste et l'établissement d'un Etat « Ouvrier », elles doivent se préoccuper avant tout du danger extrême de la bureaucratization rapide de ce pouvoir et de l'apparition de la couche d'une bureaucratie omnipotente, capable des pires erreurs et crimes.

Plusieurs d'entre nous furent amenés à réfléchir sur les raisons profondes de ce phénomène et c'est par ce cheminement, entre autres, que nous sommes parvenus à la conception que nous avons actuellement de l'Autogestion.

Car on ne saurait attribuer le phénomène de la bureaucratization et de la bureaucratie aux seules raisons « objectives » : bas niveau économique et culturel, confinement national de la dévolution socialiste. Il faut y ajouter un facteur subjectif : faute d'expérience historique suffisante de ces phénomènes qui suivent la prise du pouvoir, il y a eu tendance à favoriser systématiquement la délégation de la gestion de la société à l'Etat, aux partis, aux syndicats qui se réclament du prolétariat et du socialisme, mais qui ne s'identifient pas nécessairement aux ouvriers, aux travailleurs, aux citoyens.

Il faut donc penser, et cela dès le début, à structurer le pouvoir propre de la classe et des travailleurs, et à les rendre capables de gérer, eux-mêmes, directement, la vie sociale entière.

D'où l'importance des Conseils de travailleurs (et pas seulement des ouvriers) dans les entreprises, les services et des institutions de gestion directe dans les Ecoles, les universités, les communes, les régions, la nation entière.

Certes, nous savons tous que l'Autogestion est un processus historique, et ne se crée pas, d'emblée, « parfaite ». Mais ce qui compte, c'est de s'engager dès le début dans cette voie, grâce à une préparation idéologique adéquate desdites avant-gardes, et à une révision radicale de leur façon d'envisager le « modèle » du socialisme, et leur propre rôle.

Parmi les mesures à prendre dans ce but, j'insisterai pour ma part sur les deux suivantes, qui visent à éliminer la condition prolétarienne, sur le plan matériel et culturel, qui, aussi longtemps qu'elle se perpétue, favorise la bureaucratization et l'omnipotence de la bureaucratie.

Il s'agit tout d'abord d'abolir le salariat en introduisant un mode de rémunération selon le

travail fourni, c'est-à-dire selon la richesse produite par le travail, et de rejeter ainsi progressivement l'éventail des rémunérations. Il s'agit donc, ni plus ni moins, que d'appliquer réellement le mode de rémunération envisagé par Marx dans la « Critique du Programme de Gotha », pendant la phase inférieure du socialisme qui ne saurait se passer, pour toute une période, de ce critère, ainsi que de l'emploi de méthodes d'économie marchande et monétaire.

Face à ce problème, nous trouvons l'attitude soit de ceux qui acceptent le principe d'un « salaire socialiste » attribué arbitrairement par la bureaucratie d'Etat, soit de ceux qui recourent à des considérations morales pour esquiver un mode de rémunération juste, et favorisent eux aussi — parfois sans le vouloir — en dernière analyse, les couches bureaucratiques privilégiées.

Avant que la planification quasi-automatique ne liquide les reliques de la société bourgeoise dans tous les domaines, il faut parvenir à un haut niveau des forces productives, à l'égalisation des conditions de production dans chaque branche économique à l'échelle nationale et internationale, et à un très haut niveau culturel des travailleurs. C'est alors seulement qu'il sera possible de passer à la planification parfaite, à l'administration quasi-automatique de la société, supprimant, entre autres, valeur, plus-value, marchandises, marché, argent.

Mais nous comprenons facilement qu'il s'agit de la vision d'un avenir relativement lointain.

Pour le moment, nous avons affaire à des expériences nationales, préparatoires à des degrés divers, au socialisme. Il faut donc s'efforcer d'abolir le salariat, réellement économiquement, en introduisant un mode de rémunération basé sur le travail fourni.

Il s'agit ensuite d'œuvrer, parallèlement, dès le début également, à l'abolition de l'inculture du prolétariat, qui perpétue la distinction entre qualifiés et non-qualifiés, entre intellectuels et manuels, entre dirigeants et dirigés. On ne saurait attaquer véritablement ce problème capital sans recourir à une conception basée sur la notion du développement équilibré de la société de demain.

Il est possible, et en tout cas nécessaire, ceci allant d'ailleurs dans le sens du développement actuel des forces productives, d'envisager que le temps de travail social, dans une société de transition préparatoire au socialisme authentique, se divise en deux parties : une partie consacrée au travail productif, une partie consacrée à l'éducation, le tout rémunéré par la société.

Le travail « éducatif » procède de la conception de l'éducation permanente, politique, professionnelle, générale, et est organiquement incorporé au travail productif, qu'il ne cesse ainsi de valoriser.

Certes, cette conception exige une véritable « révolution culturelle », solidement ancrée sur les tendances actuelles des forces productives, et conforme au projet révolutionnaire conscient, volontaire, visant à bâtir de nouveaux rapports sociaux, actuellement parfaitement possibles.